

« Ni droite, ni gauche ! »
Le nouveau discours populiste du Front national.
Origines et significations d'une réémergence idéologique.

Par

Sylvain Crépon, *chercheur associé au SOPHIAPOL - Université Paris Ouest Nanterre et membre du MAM - Université Libre de Bruxelles.*

Contribution publiée dans Jürgen Hofmann und Michael Schneider (eds), *ArbeiterInnenbewegung und Rechtsextremismus*, Akademische Verlagsanstalt, Leipzig, 2007, pp. 219-236.

Depuis sa création en 1972 et jusqu'à la fin des années 1980, le Front national (FN) a prétendu incarner la véritable droite, que ce soit dans le domaine économique, en militant pour un « laisser faire » inconditionnel, ou bien dans celui des valeurs morales avec la mise en avant d'un conservatisme intransigeant. Jean-Marie Le Pen accusait alors la droite classique d'avoir abandonné depuis longtemps ses propres valeurs politiques et donc d'avoir trahi les siens. Tourné vers le modèle des républicains américains, il ne cessait, dans le courant des années 1980, de louer la politique de Ronald Reagan, ce dernier acceptant même de le rencontrer aux Etats-Unis en 1987. Cette américanophilie se traduisait également par un soutien au parapluie nucléaire américain pour parer la menace soviétique dans le contexte de la guerre froide.

Or, à partir des années 1990, le Front national entame un revirement idéologique. Il condamne désormais les excès du libéralisme économique, affiche un intérêt pour les questions sociales et se montre de plus en plus critique vis-à-vis de la politique extérieure des Etats-Unis. C'est ainsi qu'il se détourne du soutien inconditionnel à la libre entreprise, au cantonnement de l'Etat à ses seules fonctions régaliennes et à la défense de l'alliance Atlantique. Et ce dans un contexte politique qui voit son électorat s'accroître chez les populations défavorisées, devenant notamment le premier parti chez les ouvriers. Il fustige les excès de la société de consommation dont le matérialisme déstructurerait l'essence spirituelle des nations au bénéfice de solidarités « abstraites », les classes sociales ou les appartenances politiques. C'est ainsi que le FN critique de plus en plus fermement la mondialisation économique et culturelle dont le brassage des hommes et des biens dont elle est le vecteur, tout en menaçant l'économie du pays, affecterait la pureté du corps national.

C'est dans ce contexte que se développe la fameuse thématique du « ni droite ni gauche français ». Lancée par le Front national de la jeunesse en 1994, où elle fait l'unanimité, elle se diffuse rapidement dans l'ensemble du parti lepéniste. Plusieurs dirigeants frontistes de premier plan la reprennent dans leurs discours dans les années qui suivent¹, même si elle suscite des oppositions internes, notamment de la part de ceux pour qui le FN doit continuer d'incarner la véritable droite, et demeure l'enjeu de stratégies électoralistes, par exemple dans la perspective d'une alliance avec la droite. Ce nouveau positionnement sur

¹ Bruno Gollnisch la reprend en 1995 lors un discours adressé aux jeunes militants FN. Lors de la campagne présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen lance qu'il est « socialement de gauche », « économiquement de droite » et « nationalement de France ».

l'échiquier politique perpétue néanmoins l'obsession identitaire du parti d'extrême droite : la cohésion de la nation se doit de reposer sur des bases strictement ethniques et non sur des catégories « artificielles », les partis politiques ou les entités de classes, dont les affrontements perpétuel menaceraient la stabilité du pays.

Cette critique de l'individualisme anonyme de la société de consommation ainsi que de la division politique de la nation, montre que l'extrême droite française contemporaine renoue avec les fondements de certains mouvements des années 1930 parmi les plus radicaux². Cette prise de position permet de pointer le rapport plus qu'ambiguë que le Front national entretient avec le principe démocratique. En rejetant les principales catégories de la pluralité contemporaine – la gauche et la droite – mais également de s'inscrire dans toute pluralité politique, nécessairement synonyme de division, le Front national s'inscrit en dehors de toute perspective démocratique. Si ce point peut sembler évident, il mérite d'être rappelé à l'heure où les clivages politiques et sociaux deviennent toujours plus abstraits dans les représentations des citoyens, principalement chez les jeunes générations³. A cela s'ajoute le fait que l'extrême droite participe aujourd'hui à la contestation du processus de mondialisation économique et social, dans des termes parfois pas si éloignés de ceux de la gauche contestataire. Ne risque-t-on pas d'aboutir dès lors à une indifférenciation entre les positions des uns et des autres, indifférenciation qui s'inscrit précisément dans la perspective d'abolition de la pluralité politique propre à l'extrême droite ?

Le travail pionnier du GRECE

A la fin des années 1960, l'extrême droite française semble dans une impasse. Après l'échec de l'engagement en faveur l'Algérie française mené par l'UDCA (Union des commerçants et artisans) de Pierre Poujade, elle doit se contenter d'un rôle marginal sur la scène politique française. Elle n'existe plus qu'à travers des groupuscules, notamment étudiants, prompts à faire le coup de poing mais incapables d'atteindre une audience nationale. C'est dans ce contexte de déliquescence qu'un mouvement va entreprendre de réformer les idées phares de la mouvance.

En mars 1968, un groupe de quarante personnes issues de divers groupuscules fonde le GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne), un club de pensée⁴ dont l'objectif consiste à donner une nouvelle légitimité à l'anti-égalitariste de l'extrême droite mis à mal depuis la découverte des camps d'extermination nazis puis l'achèvement du processus de décolonisation. Le GRECE essaye tout d'abord de réactualiser le racialisme à l'aide de disciplines telles que la sociobiologie et l'éthologie, avec pour objectif de réaffirmer la supériorité de la race blanche. Mais devant le peu d'écho rencontré, il change rapidement d'orientation. La critique de l'égalitarisme s'appuie de plus en plus, à partir du milieu des années 1970, sur des concepts anthropologiques, comme le relativisme culturel. Désormais, le terme de culture se substitue à celui de race et la supériorité s'efface au profit de préservation des particularismes des sociétés. Ils s'agit moins de proclamer la

² Ce renouveau rappelle en effet explicitement la doctrine du « ni droite ni gauche » du Parti populaire français de Jacques Doriot qui condamnait autant le capitalisme que le marxisme.

³ A. Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, FNSP, 2001.

⁴ Le GRECE anime plusieurs revues dont les principales sont *Nouvelle Ecole* et *Eléments*. L'un de ses principaux animateurs, A. de Benoist, fonde également en 1988 sa propre revue, *Krisis*, dans laquelle il se plaît à publier des articles d'auteurs classé à gauche.

supériorité d'une espèce que de revendiquer une égalité, mais dans le même temps une étanchéité, entre les cultures, dans le but de préserver la diversité du monde.

Cette mise en avant du droit à la différence culturelle – le « différentialisme » - permet au GRECE de se présenter, selon l'analyse de P.-A. Taguieff, comme le « parti de la diversité et de la tolérance contre celui de l'uniformité impériale et de la déculturation des peuples⁵ ». Cette réorientation idéologique amène le club d'Alain de Benoist à se détacher du nationalisme expansionniste du temps de la colonisation, et donc à se couper des membres du FN dont les instances dirigeantes sont composées, pour une bonne part, d'anciens des guerres coloniales.

Précisons que la tolérance affichée ne concerne que des entités substantialisées sur un mode ethnique impliquant un déterminisme de la collectivité sur l'individu. Les « grécistes » critiquent dans cette perspective les principes des droits de l'homme dont l'« universalisme homogénéisant » est considéré comme un « ethnocentrisme » puisqu'il ne respecterait pas le primat des « identités collectives héritées⁶ ». C'est ainsi qu'ils rejettent le principe d'intégration des immigrés, jugés « culturellement incompatibles », ou même les processus d'acculturation, qu'ils soient individuels ou collectifs. Cette dimension différentialiste laisse ainsi apparaître une nouvelle forme de racisme, qualifié par P.-A. Taguieff de « mixophobique⁷ ». On voit là une transposition de principes issus des Droits de l'homme (égalitarisme, universalisme) appelant au respect des droits de l'individu, à des entités holistes de type ethniques (rappelant curieusement les travaux de Herder⁸) et provenant d'une récupération de travaux anthropologiques.

C'est afin de parer aux « dangers » du métissage et du cosmopolitisme générés par les flux migratoires qu'est développé un « tiers-mondisme différentialiste⁹ ». Le remède à l'immigration doit désormais passer par une aide au développement des pays du Tiers-monde. Il s'agit de faire en sorte que les pays du Sud, à l'instar de ceux du Nord, puissent préserver leurs spécificités culturelles en évitant tout mélange de populations « incompatibles » et trouvent par ailleurs un modèle de développement économique en harmonie avec leurs fondements culturels. Bien qu'anti-communiste, le GRECE critique de plus en plus fermement le libéralisme économique, qu'il désigne désormais comme son « ennemi principal¹⁰ ». La phraséologie des grécistes prend même des tournures marcusiennes en critiquant l'aspect « unidimensionnel » du capitalisme moderne. Le matérialisme de la société de consommation, devenu modèle unique de développement économique, constituerait une menace pour l'identité culturelle des peuples, en faisant de la « valeur marchande l'instance souveraine de toute vie commune¹¹ ». Les « pulsions individualistes et économicistes », désormais affranchies de toute contrainte régulatrice, déboucheraient sur une « concurrence généralisée¹² » et donc sur une désagrégation du lien social. Or, selon cette vision, seules les communautés traditionnelles « enracinées » sont susceptibles de réinstaurer une socialisation efficace en regroupant des individus issus d'une même origine culturelle ou ethnique. Ce principe n'est pas très éloigné des fondements de la loi d'un ordre naturel, cher à l'extrême droite depuis toujours.

⁵ P.-A. Taguieff, *Sur la Nouvelle droite*, Paris, Descartes & Cie, 1994.

⁶ A. de Benoist et C. Champetier, « Manifeste : la Nouvelle droite de l'an 2000 », *Eléments*, N° 94, février 1999.

⁷ P.-A. Taguieff, *La Force du préjugé*, Paris, La Découverte, 1987.

⁸ L. Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983.

⁹ Cité par P.-A. Taguieff, *Sur la Nouvelle droite*, *op. cit.*

¹⁰ A. de Benoist et C. Champetier, « Manifeste : la Nouvelle droite de l'an 2000 », art. cit.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

En mettant le capitalisme et le socialisme sur un pied d'égalité, le GRECE se réclame d'une troisième voie. Ce qui l'amène à rejeter les clivages politiques, devenus « obsolètes » au regard des « aspirations populaires », le politique devant désormais s'adapter « aux structures de bases¹³ », les communautés déclinées sur un mode traditionaliste. C'est également au nom de l'anti-capitalisme qu'ils condamnent l'OTAN, perçu comme le bras armé des Etats-Unis dans le monde, ces derniers symbolisant un nouvel impérialisme et un libéralisme économique apatride. Si ce renouveau idéologique rend de plus en plus conflictuels les liens du GRECE avec le FN jusqu'à la fin des années 1980, leurs visions vont se rapprocher à partir du début des années 1990.

Du GRECE au FN. Les Logiques d'une influence idéologique

Lors de sa création, en 1972, le Front national perpétue la nostalgie du combat contre la décolonisation, son comité de direction regroupant d'anciens partisans de l'Algérie française, certains ayant même appartenu à l'OAS (Organisation armée secrète). Il inscrit d'emblée son combat contre l'« égalitarisme utopique » et le « cléricisme marxiste », soit contre « toutes les doctrines supposées contraires aux lois d'un ordre naturel¹⁴ ». Il met en avant la défense de l'identité de la France en s'opposant à l'immigration et défend la libre entreprise et la libre concurrence. La lutte contre le communisme et le ralliement atlantiste qui la sous-tend parachève l'idéologie du parti.

Si des passerelles entre le GRECE et le FN ont pu voir le jour dans le courant des années soixante-dix et quatre-vingt¹⁵, leurs divergences (en matière économique, sur la période coloniale, l'affrontement Est-Ouest, ou même sur la religion¹⁶) les empêchent d'œuvrer de concert. L'effondrement du communisme soviétique va bouleverser la donne. Si l'influence intellectuelle du GRECE commence à décliner vers la fin de la décennie 1980, le Front national s'inspire de plus en plus de ses idées au début des années 1990. Il trouve en effet dans ses idées de quoi s'adapter aux nouveaux enjeux de politique internationale et à leurs répercussions dans le débat politique français. On va ainsi voir une influence au niveau identitaire, économique et politique, sans pour autant que les deux mouvements en viennent à se rapprocher.

Cette influence est tout d'abord visible chez les jeunes militants du Front national. Ce succès s'explique par le fait que ces idées nouvelles sont particulièrement bien adaptées à la « situation de génération »¹⁷ de la jeunesse des années 1990, qui n'a pas été socialisée dans le même contexte que ses aînés. En effet, une thématique comme le colonialisme ne répond pas

¹³ *Ibid.*

¹⁴ A. Chebel d'Appollonia, *L'extrême droite en France, de Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Editions Complexe, 1988.

¹⁵ Dans les années 1970-1980, certains membres du Club de l'Horloge, structure à l'origine complémentaire du GRECE dont l'objectif était de pénétrer les grands partis de droite, rejoignent le Front national. Parmi eux Jean-Yves Le Gallou et Bruno Mégret. Plus proches des thèses droitières du FN – ce qui entraînera une séparation avec le GRECE dans les années 1980 - les « horlogers » apportent néanmoins avec eux toute la sémantique différentialiste. Par ailleurs certains grécistes de la première heure rejoignent le FN dans le courant des années 1980, à l'instar de Pierre Vial en 1988.

¹⁶ Le GRECE prône un néo-paganisme tandis que le FN s'en tient au catholicisme traditionaliste. Notons que Le Pen se déclare à présent « pagano-chrétien », faisant la synthèse entre deux religiosités pour le moins difficilement conciliables.

¹⁷ Karl Mannheim, *Le Problème de générations*, Paris, Nathan, 1990.

aux aspirations des jeunes qui le considèrent comme un combat d'arrière garde. Il s'en est suivi dans le courant de la décennie quatre-vingt-dix un conflit de génération au sein même du FN entre les jeunes, convertis au différentialisme, et la génération plus âgée nostalgique du passé colonial de la France. Soit un affrontement entre deux positions irréductibles. Les propos suivants, tenus par un jeune militant frontiste de 20 ans, titulaire d'un DEUG d'histoire, dans la seconde moitié des années 1990 dans le cadre d'un entretien, permettent de s'en rendre compte¹⁸ :

« Au Front t'as tous les vieux nostalgiques de l'Algérie française. Aucun jeune n'est pour l'Algérie française. Quand tu dis ça à un vieux du Front, le mec il tire la gueule, il te traite de sale petit con ou autre chose. L'Algérie n'est pas la France, l'Algérie c'est l'Algérie, la France c'est la France ! [...] On n'avait rien à foutre en Algérie, c'était pas notre place ! [...] La dernière fois il y a eu un incident au meeting du Zénith pendant les régionales. X [un autre militant] s'est pris un super coup de lacrymogène en pleine tête, un douze litres en plus, en pleine tête. Les types nous ont tiré dessus avec les bombes lacrymo, les extincteurs, et cætera. C'étaient les gars du Front, ouais ! Parce que ce sont des vieux. Et on n'a pas du tout la même tendance. [...] Les vieux ils ont de la chance d'être vieux mais sinon je te dirais je leur foutrais une claque dans la gueule ! »

Même son de cloche chez une de ses camarades de 21 ans, titulaire d'une Licence d'histoire de l'art :

« Au moment où les Français ont colonisé l'Algérie, il y a eu une haine des Arabes envers les Français qui était tout à fait justifiée parce qu'il n'est pas supportable d'avoir quelqu'un d'autre sur son territoire qui veut imposer ses lois, qui veut imposer ses règles, imposer sa culture qui n'a rien à voir. »

Il est probable que le FNJ a servi de laboratoire afin de tester la réception de cette nouvelle forme d'anti-égalitarisme. Si un conflit de génération s'en est suivi à l'époque, aujourd'hui le différentialisme s'est à ce point imposé dans les esprits qu'il ne prête pratiquement plus à des débats internes. La référence à la « grandeur coloniale » de la France n'est plus évoquée que dans les meetings composés de personnes âgées et se déroulant dans des régions où demeure une forte population rapatriée d'Algérie comme dans la région Provence-Alpes-Côte d'azure.

L'idéologie différentialiste apporte surtout une nouvelle sémantique du traitement de l'immigration qui, cantonnée au départ au seul FNJ, gagne peu à peu l'ensemble du parti frontiste. L'immigration était auparavant condamnée pour les soi-disant menaces qu'elle faisait peser sur l'emploi des Français ainsi que sur leur sécurité. Le parti frontiste ajoute désormais qu'elle menace l'intégrité culturelle du pays, mais aussi qu'elle coupe les immigrés de leurs origines culturelles, faisant d'eux des « déracinés¹⁹ ». Il s'applique de la sorte à présenter un visage tolérant, espérant sans doute séduire un électorat plus modéré. Ce discours lui permet également de contourner la législation condamnant les propos racistes, sans pour autant qu'il se détourne complètement de son traditionnel discours raciste et xénophobe qui constitue malgré tout son fond de commerce²⁰. C'est en étudiant l'argumentaire à travers

¹⁸ Les extraits d'entretiens sont tirés de mon ouvrage : *La Nouvelle extrême droite, enquête sur les jeunes militants du Front national*, Paris, L'Harmattan, 2006, 300 p.

¹⁹ Discours de Bruno Gollnisch, le 1^{er} décembre 1995.

²⁰ Ainsi en 1996, en réponse à un journaliste qui l'interrogeait sur l'inégalité des races, Jean-Marie Le Pen répond : « Oui, je crois à l'inégalité des races, oui bien sûr, c'est évident. Toute l'histoire le démontre ». *Le Monde*, 1^{er}-2 septembre 1996.

lequel le Front national c'est opposé aux deux guerres contre l'Irak que l'on peut mesurer l'importance de cette influence idéologique nouvelle.

Du soutien aux guerres coloniales à l'opposition aux « guerres impérialistes »

Ancien défenseur indéfectible des Etats-Unis, Jean-Marie Le Pen est sans doute devenu, lors des deux campagnes militaires contre l'Irak, un de leur plus violent détracteur. C'est ainsi qu'il n'a de cesse, de puis la guerre du Golfe en 1991, de dénoncer les visées « impérialistes » américaines, précisément au nom de l'intégrité des nations et des cultures. Impérialisme et capitalisme vont d'ailleurs désormais de pair pour une grande partie de l'extrême droite française. Commentant la récente invasion de l'Irak, J.-M. Le Pen juge qu'elle a eu pour but d'enrôler « les masses musulmanes [...] sous les bannières du Veau d'or et du grand prêtre Dollar²¹ », les Etats-Unis se comportant « au Moyen-Orient comme Cortés vis-à-vis des Incas : hier comme aujourd'hui on s'empare de l'or et on veut convertir les infidèles²² ».

De tels propos permettent de mesurer le revirement idéologique de l'appareil dirigeant du FN, anciennement composé de vétérans des guerres coloniales, de défenseurs du laisser faire en matière économique et d'atlantistes convaincus. Désormais, la polarité du monde ne se fait plus entre capitalisme et communisme mais entre l'hégémonie de l'« impérialisme américain » et la défense des identités nationales. Les propos suivants, tenus à la fin des années quatre-vingt-dix par un ancien responsable du FNJ puis du FN en Alsace, illustrent parfaitement cette métamorphose idéologique. L'influence du GRECE est tout d'abord manifeste de par l'omniprésence de la sémantique ethno-différentialiste impliquant la préservation des identités culturelles traditionnelles :

« Moi je pense qu'aujourd'hui, à vouloir à tout prix créer un monde cosmopolite, on laisse se développer une idéologie dangereuse pour les identités. C'est à dire que, de ce point de vue- là, je me sens plus proche de l'Indien d'Amazonie que du citoyen américain qui, lui, se gave de hamburgers, quoi par exemple. [...] Quand une identité est en danger, où qu'elle soit, ça me choque. [...] En fait en tant que nationaliste, j'attache une importance à mon identité et donc je comprends d'autant plus légitimement qu'un peuple puisse vouloir défendre la sienne. C'est pour ça d'ailleurs qu'on fait un faux procès un petit peu aux nationalistes parce que je pense que c'est en sachant l'intérêt qu'on attache soi-même à sa terre que l'on peut comprendre l'intérêt que l'autre [y] attache. Ce n'est pas en mélangeant tout le monde, parce qu'en mélangeant tout le monde on arrivera à un juste milieu où finalement tout le monde et plus personne n'aura vraiment de terre, où les gens seront déracinés ».

C'est donc au nom de ces principes différentialistes que le FN s'oppose à la première guerre du Golfe, en dépit de la participation de troupes françaises à l'opération Tempête du désert, puis à l'invasion de l'Irak en 2003. C'est par ailleurs ce même principe qui lui permet de récuser toute taxation de racisme en arguant qu'il prend la défense d'un pays arabe et musulman contre une coalition occidentale. Et ce bien qu'il ne cesse de stigmatiser les populations d'origines maghrébines établies sur le sol national. Les propos du même dirigeant sont éloquentes sur ce point :

²¹ J.-M. Le Pen, « Vive l'Irak ! », *National Hebdo*, n° 976, 3-9 avril 2003.

²² J.-M. Le Pen, discours prononcé lors de la manifestation de soutien à l'Association S.O.S. enfants d'Irak, le 2 février 2003 à Paris (association créée par sa femme Janie dont le but consistait à apporter une aide humanitaire à l'Irak pendant de l'embargo décrété par l'ONU).

« Et d'ailleurs cet aspect des choses permet de légitimer, par exemple, des choix qui ont choqué des gens, mais la défense de l'Irak, on peut comprendre. Au départ il y a des gens qui ont... d'un point de vue... des dirigeants qui n'ont pas totalement compris que le Front national défende l'Irak. C'est très primaire comme analyse, ça part du principe que l'Irak ce sont des Arabes, donc le Front national n'aimant pas les Arabes il faudrait que... d'abord il faut préciser que le Front national n'a rien contre les Arabes, il a quelque chose contre l'immigration, un processus. Le processus de l'immigration ne veut pas dire l'immigré en lui-même. L'immigré évidemment c'est une victime ».

L'adoption du discours différentialiste issu du GRECE amène ainsi le FN, à partir du début des années quatre-vingt-dix, à reformuler l'idéologie anti-égalitariste qui caractérise l'extrême droite depuis ses origines. Ayant fait son deuil de l'expansionnisme colonial, il prend désormais le parti du « droit des peuples » contre les droits de l'homme. Le parti lepéniste défend un régime ou un mouvement dès lors que celui-ci lutte pour sa souveraineté ou la préservation de son identité. C'est ce parti pris qui l'amène à exprimer une empathie, de façon inattendue, à l'égard de certains régimes dictatoriaux arabes et musulmans, voire même socialistes, pour peu qu'ils s'inscrivent dans une dynamique nationaliste, de surcroît opposée à « l'hégémonie américaine ».

Et donc je pense que la jeune génération du Front national, je sais pas si ça ressort dans d'autres entretiens, mais est peut-être plus sensible à l'identité, est peut-être plus sensible au droit des peuples. Je sais qu'il y a eu des grands courants de sympathie pour la cause palestinienne à l'intérieur des jeunes du Front national, ou pour la cause irlandaise. Ben c'est un petit peu ça d'ailleurs, c'est parce que je suis attaché à ma terre, je comprends qu'un peuple soit attaché à la sienne. Et ça transcende d'ailleurs les clivages des groupes. La Palestine ou l'Irak ce sont des pays arabes, l'Irlande pays catholique, mais je crois que cette sympathie existe autant pour... même pour le peuple cubain qui, par moments, subit des pressions économiques odieuses de la part des Etats-Unis, c'est une sympathie pour un peuple qui a finalement son identité et cherche à la défendre. En fait c'est finalement une solidarité entre résistants face au nouvel ordre mondial ».

Le différentialiste issu du GRECE a ainsi modifié l'expression de la xénophobie envers les populations d'origine maghrébine, principales victimes du racisme hexagonal. D'une stigmatisation violente associant ces populations à des « barbares » et l'islam à une religion en passe d'envahir l'Europe, il est passé à un discours énonçant une incompatibilité culturelle entre les civilisations chrétienne et musulmane. Il est désormais exprimé que les immigrés non européens, de même que leurs descendants, pourtant citoyens français, doivent rentrer dans leur pays d'origine afin de vivre en harmonie avec leur culture originelle, associée à l'islam. Ce qui permettra, par la même occasion, de leur éviter de corrompre la pureté tant culturelle que biologique des peuples européens. Le discours concernant les arabomusulmans est donc double. Empathique quand ils sont établis au Maghreb ou en Orient, il devient ouvertement xénophobe lorsqu'ils vivent en Europe. Par ailleurs, l'émergence de l'islamisme radical n'est pas pour déplaire à une large frange de l'extrême droite qui le considère comme un allié face au « nouvel ordre mondial » institué par Washington. C'est ainsi que Le Pen est devenu, lors des deux guerres contre l'Irak, un défenseur intransigent du monde arabe face aux visées « impérialistes » des Etats-Unis et qu'il a légitimé la dictature de Saddam Hussein, dont la « grande politique sociale²³ » aurait permis à ce dernier de gagner la confiance de son peuple. Au début de l'invasion, il a même été jusqu'à légitimer le terrorisme

²³ J.-M. Le Pen, « Vive l'Irak ! », art. cit.

islamiste à travers une sémantique *quasi* djihadiste en souhaitant la défaite des troupes américano-britanniques : « C'est kamikaze, le vent divin, qui mit jadis en déroute les ennemis des Japonais, c'est peut-être le souffle d'Allah qui soulève les dunes du désert et les jette sur les convois d'assaillants.²⁴ »

Le différentialisme de J.-M. Le Pen stipule que si l'on veut « être respecté dans les termes et les formes de notre civilisation chrétiennes » il faut respecter « le droit qu'ont les autres de vivre à leur guise chez eux²⁵ ». En prenant la défense d'une des pires dictatures de la fin du XX^{ème} siècle, ou en faisant l'apologie du terrorisme, Le Pen légitime un régime de terreur, qu'il assimile à une culture authentique et qui, au nom du « relativisme différentialiste », doit pouvoir librement exprimer sa spécificité politique dans le concert des nations. De sorte que son différentialisme s'affranchit de toute éthique démocratique, à commencer par le respect des droits de l'homme. Le Front national s'est ainsi adapté très adroitement à la nouvelle donne politique faisant suite à la chute du communisme soviétique en récupérant, au moment opportun, le travail intellectuel que le GRECE avait développé depuis trente ans.

L'opposition au « mondialisme »

C'est également au sein du GRECE que le Front national a puisé son anti-matérialisme économique. Le matérialisme de la société de consommation est condamné car il détournerait les individus de toutes valeurs spirituelles, sous-entendu leurs attaches nationales et traditionnelles. Les *300 mesures pour la renaissance de la France*, le programme du FN en cours dans les années 1990, l'exprime en ces termes : « Comment ne pas voir que cette conception de la vie économique [*celle de l'ultralibéralisme économique*], menace de disparition un univers où les hommes se réunissaient au sein de communautés historiques, y bénéficiaient d'un héritage, d'un patrimoine et de qualités propres, pour lui substituer un monde organisé selon des concepts et des mécanismes abstraits, détachés des réalités physiques, culturelles, sociales, nationales ? C'est l'idée même de nation que cette entreprise d'uniformisation met en péril.²⁶ »

Cet antimatérialisme économique se confond désormais avec la condamnation du processus de la mondialisation économique. Pour le leader frontiste, la mondialisation, qu'il appelle « mondialisme » dans ses discours afin d'en dénoncer la dimension idéologique, correspond à une « doctrine » qui « subordonne la terre entière aux dogmes mercantiles et finalement à une idéologie totalitaire sous des dehors libéraux », celle-ci semblant « vouer la terre à une uniformité réductrice²⁷ ». Ce processus est donc moins synonyme de paupérisation et d'inégalités sociales que d'une remise en cause des communautés organiques traditionnelles. L'ultralibéralisme n'est pas critiqué au nom de valeurs égalitaristes, le programme économique du Front national reposant, pour l'essentiel, sur le « laisser faire » avec une dimension protectionniste importante. Ce n'est donc pas un hasard si au début des années 1990, le Front national de la jeunesse lance le fameux slogan issu du PPF de Doriot,

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Front national, *300 mesures pour la renaissance de la France, Programme de gouvernement*, Editions nationales, 1993.

²⁷ J.-M. Le Pen, discours de clôture du congrès du FN à Nice, lundi 21 avril 2003, *National Hebdo*, n° 979, 24-30 avril 2003.

« Ni droite ni gauche, Français ». Et ce dans un contexte qui voit les clivages politiques s'estomper de plus en plus dans les consciences des acteurs sociaux.

« Ni droite ni gauche, Français ! »

Le PPF est créé en 1936 par Jacques Doriot, ancien dirigeant du Parti communiste. Autodidacte, issu du monde ouvrier, Doriot adhère au PC dans les années vingt. Il y connaît une ascension fulgurante. Rapidement nommé secrétaire des Jeunesses communistes, il devient dans la foulée membre du Comité central et du Bureau politique. En 1924, alors qu'il n'a que vingt-six ans, il est élu député et en 1931 maire de Saint-Denis. Mais en 1934, il est exclu du Parti pour s'être opposé aux directives de l'Internationale communiste à propos de la tactique électorale. Doriot souhaitait que le PC s'allie avec les socialistes de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) afin de s'opposer efficacement à la menace fasciste. Maurice Thorez et l'Internationale communiste préconisaient une tactique radicale basée sur le principe « classe contre classe » excluant toute alliance avec un parti plus modéré. Mais après l'avoir exclu, le Parti revient sur son choix tactique initial en décidant de s'allier avec la SFIO, ce qui aboutira au Front populaire. Ecœuré, Doriot décida de créer un nouveau parti susceptible de disputer au PC français l'électorat ouvrier. C'est ainsi que naît le PPF le 28 juin 1936. Son originalité idéologique, voire même sociologique, consiste à vouloir réunir ouvriers et patrons dans le but de parvenir à une réelle paix sociale. C'est dans cette optique qu'il s'oriente vers un rejet des clivages politiques et sociaux, selon lui synonymes d'éclatement de la nation. Rejet que résume le fameux « Ni droite, ni gauche ». Doriot condamnait tout autant le matérialisme du capitalisme que celui du marxisme, jugés tous deux destructeurs de l'« âme des peuples »²⁸. Cette dimension nationaliste se traduisit rapidement par des relents xénophobes et antisémites. Si le PPF réussit à se doter d'une « véritable assise populaire²⁹ », notamment ouvrière, il fut également rejoint par d'anciens maurrassiens ou certains déçus des Ligues. Son objectif ultime consistait à « anéantir la démocratie³⁰ », selon lui principal facteur de la dégénérescence nationale.

En se référant explicitement au slogan du PPF de Doriot des années 1930, le FNJ des années 1990 cherche à remettre en cause le traditionnel clivage gauche / droite par lequel s'est constitué le pluralisme républicain depuis un siècle. Ce faisant, il bouscule également tous ceux qui, au FN, estiment que leur parti est le seul de l'échiquier politique à incarner les valeurs de la droite. Quelles raisons ont pu pousser cette nouvelle génération à puiser dans le réservoir idéologique de la mouvance extrême droitiste un slogan qui semblait oublié depuis plusieurs décennies et de surcroît lié à un mouvement compromis avec une idéologie de type fasciste ? Outre l'influence idéologique du GRECE, la réponse est à chercher dans le contexte politique dans lequel cette thématique idéologique est réapparue ainsi que dans les logiques anti-égalitaristes propres aux mouvements de l'extrême droite.

Pour le FNJ des années 1990, non seulement les clivages politiques et sociaux sont jugés obsolètes, droite et gauche menant des politiques identiques, mais, et ce n'est pas la moindre des contradictions, ils diviseraient la nation en deux camps irréductibles, ce qui aurait pour conséquence de l'affaiblir. Samuel Maréchal, le président du Front national de la jeunesse dans le courant des années 1990 et principal instigateur du rejet des clivages

²⁸ Z. Sternhell, *Ni droite, ni gauche, L'idéologie fasciste*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 205.

²⁹ P. Milza, « L'ultra-droite des années trente », in M. Winnock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, 1993, p. 180.

³⁰ Z. Sternhell, *Ni droite, ni gauche, op. cit.*, p. 263.

politiques, écrit à ce propos : « Il va sans dire que lorsque nous prôtons la fin de ce clivage (...) il ne s'agit pas d'une quelconque redistribution de cartes ou d'un nouveau mistigri électoral, mais d'un changement radical du paysage politique et de la fin de cette guerre civile larvée qui fait s'opposer artificiellement une partie du peuple français contre l'autre au seul profit des politiciens³¹ ». Il s'agit, en filigrane, de préserver l'identité nationale perçue comme étant en perpétuelle décadence.

C'est un fait que le brouillage entre droite et gauche n'a cessé de s'accroître depuis le début des années 1980 dans les représentations des individus. Le phénomène se développe significativement en France lorsque la gauche, arrivée au pouvoir en 1981 avec la prétention de mettre en place une politique alternative au capitalisme, se convertit en 1983 au « principe de réalité » de l'économie de marché. Dès lors, elle n'a plus de grand projet alternatif à proposer. Elle prétend même concurrencer à droite dans la capacité à gérer l'économie de marché³². De son côté, la droite se détourne de toute référence à l'ultralibéralisme économique, comme cela lui avait été fatal aux présidentielles de 1988. En 1995, J. Chirac a bien retenu la leçon en promettant de résorber la fameuse « fracture sociale », empiétant ainsi sur le pré carré idéologique de la gauche. La question des valeurs morales n'a également pas échappé à un brouillage des repères. En soutenant le Pacte civil de solidarité (PACS) ou bien en se prononçant pour plus de mansuétude vis-à-vis des sans papiers, une partie de la droite s'est rapprochée des nouveaux combats éthiques de la gauche. C'est le cas notamment d'Alain Madelin, ministre du gouvernement d'Edouard Balladur dans les années quatre-vingt-dix. Dans le même temps, une partie de la gauche réclamait plus de fermeté vis-à-vis des délinquants ou des immigrés illégaux tout en revendiquant une certaine forme de nationalisme. Jean-Pierre Chevènement incarne sans doute le mieux cette orientation chez les socialistes. Si jadis l'économie et la morale permettaient de distinguer aisément droite et gauche, cela est désormais de moins en moins évident. Dans un tel processus de « centrisation » perpétuelle et sans amélioration notable de la situation tant économique que sociale, une partie importante de l'électorat se détourne des identifications politiques traditionnelles. Ainsi, entre 1995 et 2002, la part de l'électorat qui se déclare ni de droite ni de gauche oscille entre 20% et 25% des électeurs inscrits³³. Le Front national peut dès lors apparaître aisément, pour une part non négligeable de l'électorat, comme le parti qui incarne une vraie rupture avec l'« establishment », droite et gauche confondus.

C'est dans ce contexte de brouillage des repères politiques traditionnels qu'une partie de la classe ouvrière, de plus en plus précarisée, a pu se sentir abandonnée ou mal représentée par la gauche de gouvernement, Parti socialiste et Parti communiste en tête. Le Parti communiste, autrefois fer de lance du monde ouvrier, constitue un espace de socialisation de moins en moins attrayant. Son érosion ne se dément pas depuis les années 1980, phénomène accentué par la chute du communisme soviétique. Quant aux syndicats, déjà faibles au regard d'autres pays d'Europe, ils sont de plus en plus marginalisés. Ne pouvant pour autant se résoudre à voter pour la droite, incarnation du capitalisme, une partie de cette classe ouvrière s'est tournée vers le discours fortement protestataire du FN stigmatisant les « élites » et les « nantis »³⁴. Se sentant exclue, elle s'est appliquée à exclure, en ce qui lui semblait être un

³¹ S. Maréchal, *Ni droite ni gauche... Français. Contre la pensée unique, l'autre politique*, Paris, Première ligne, 1994.

³² E. Schweisguth, « L'affaiblissement du clivage gauche-droite », in P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique, déclin ou mutation ?* Paris, FNSP, 1994.

³³ G. Grunberg et E. Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique » in P. Perrineau et C. Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, FNSP, 2003.

³⁴ N. Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris Flammarion, 1999.

juste retour des choses, les « élites politiques » de cette essence populaire désormais incarnée par le FN, leur déniaient ainsi toute légitimité à la représenter. Depuis le début des années 1990, les ouvriers sont ainsi de plus en plus nombreux à voter pour le Front national. Le taux de vote ouvrier en faveur de Le Pen va jusqu'à atteindre 30% aux présidentielles de 1995, puis 24% aux législatives de 1997³⁵ et enfin 26% aux présidentielles de 2002³⁶. Le parti frontiste est devenu de la sorte de premier représentant de l'électorat ouvrier.

Soucieux de préserver cette manne électorale ainsi que de coller aux changements structurels de son époque, Le Pen a été jusqu'à rendre hommage aux luttes pour les acquis sociaux. Ainsi, il déclarait le 1^{er} mai 1997 à la fête de Jeanne d'Arc, fête durant laquelle le FN rend hommage chaque année à celle qui « bouta l'Anglois hors de France », constituant à ce titre le symbole de la résistance à l'invasion étrangère : « Certes, et Dieu merci chez nous au moins, même s'il existe encore des métiers dangereux et pénibles, et qui tels, ne reçoivent pas la rémunération et la considération qui seraient justes, reconnaissons que des progrès ont été réalisés et qui doivent, il faut le dire, plus aux luttes des travailleurs qu'à la mansuétude des possédants »³⁷. Et d'ajouter aussitôt un élément de nuance : « Même si, en particulier à droite, des esprits généreux et lucides tentèrent d'arracher ceux-ci à la servitude prolétarienne. » Conquérir le prolétariat sans pour autant se couper des commerçants et artisans, son électorat traditionnel, telle est la nouvelle équation lepéniste dont le succès n'est plus à démontrer. Encore une fois, il ne faut pas en conclure que le FN se serait gauchisé. Rappelons que son programme économique reste ultralibéral et que sur la question des valeurs morales il se cantonne à un conservatisme stricte, en dépit de l'opération de dédramatisation menée par la benjamine des filles Le Pen, Marine, depuis le 21 avril 2002. Notons enfin qu'une part importante de l'électorat du FN (de 30% à 40% selon les élections³⁸) ne souhaite pas que Jean-Marie Le Pen accède à la fonction suprême de l'Etat. S'il fait la force électorale du Front national, ce vote protestataire, auquel contribue l'électorat ouvrier, constitue également sa faiblesse puisqu'il montre les limites du leader frontiste à susciter un engouement autour de sa personne et des idées qu'il prétend incarner.

La pluralité politique en question

Le discours du Front national se résume désormais à la lutte contre les clivages politiques, le clivage de classes, le libéralisme économique ainsi que l'immigration extra-européenne. Eviter de diviser la nation afin de préserver ses valeurs spirituelles. L'économique et le politique sont donc inextricablement liés à la thématique identitaire. C'est dans cette perspective que doit être interprétée la revendication d'une politique protectionniste et souverainiste aboutissant aux positions anti-européennes et à l'opposition aux traités économiques internationaux.

En rejetant toute division politique au nom de la préservation d'une unité nationale envisagée sur le principe d'une substantialisation ethnico-culturelle, cette nouvelle extrême

³⁵ Sources : sondages post-électorales Sofres, cité par P. Perrineau, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1997. Lors de la présidentielle de 2002, 24 % des ouvriers ont voté pour J.-M. Le Pen au 1^{er} tour et 25 % au second, le chiffre tombant à 13 % lors du 1^{er} tour des législatives qui ont suivi. Sources : Panel électoral français, cité par P. Perrineau, « La surprise lepéniste et sa suite législative », in P. Perrineau et C. Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, op. cit.

³⁶ Sources : sondage Louis-Harris-AOL, *Libération*, 23 avril 2002.

³⁷ Les extraits cités ont été enregistrés par nos soins.

³⁸ P. Perrineau, « La surprise lepéniste et sa suite législative », in P. Perrineau et C. Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, op. cit.

droite s'inscrit en dehors de toute pluralité politique. Le principe différentialiste permet toutefois au FN de postuler une égalité entre les cultures et les nations, et donc de pouvoir revendiquer une certaine forme de pluralité. Cette pluralité, construite à partir d'un relativisme culturel revisité, implique toutefois, au niveau intra-national, un puissant déterminisme de collectivité sur les individus, l'exclusion des citoyens « culturellement incompatibles », ainsi que la dénonciation de la division politique jugée nuisible à la cohésion du corps national. Autant d'arguments qui contredisent les fondements démocratiques qui se doivent de reposer, selon la conceptualisation d'Hannah Arendt, sur la possibilité de l'expression d'opinions contradictoires dans l'arène publique³⁹. Et ce en dépit du fait que les dirigeants frontistes se soient réappropriés, à l'instar du GRECE, le vocable démocratique, par exemple en voyant dans le processus de mondialisation une dimension « totalitaire ».

La seule polarité envisagée aujourd'hui par le Front national ne se fait pas entre la gauche et la droite, mais entre les « ethnonationalistes »⁴⁰ et ceux qu'il désigne comme étant des « cosmopolites » et à qui il impute l'objectif de vouloir anéantir les particularismes nationaux. Il situe donc ses adversaires dans une problématique également identitaire, mais à rebours de la sienne. Le FN cherche ainsi à vouloir ethniciser les rapports politiques et sociaux en faisant de la question identitaire l'épicentre du fonctionnement politique contemporain.

Conclusion

On comprend aisément que le processus de la mondialisation puisse susciter des inquiétudes légitimes avec son modèle unique de développement économique et culturel menaçant la diversité du monde. Mais, comme le rappelle B.-R. Barber, ce processus constitue avant tout une menace pour les principes démocratiques en « abandonnant le bien commun aux mains du secteur privé », en « subordonnant l'intérêt public aux intérêts particuliers » et en s'émancipant de l'espace d'action des démocraties, les Etats-nations⁴¹. Ce n'est évidemment pas ce qui incombe aux yeux de Jean-Marie Le Pen pour qui la mondialisation menace avant tout l'homogénéité ethnique de la nation ainsi que son indépendance, principales causes, selon lui, de la « décadence ». Anti-matérialisme se conjugue ici avec identité ethnique. C'est à travers cet affrontement entre processus de globalisation et irrédentisme identitaire que Barber situe la plus grande menace pour les démocraties contemporaines.

Le discours identitaire du Front national est apparu dans un contexte où la question du rapport à l'Autre constituait un enjeu politique des plus importants. On peut citer les questions liées à l'immigration (sans-papiers, multiples réformes du Code de la nationalité, double peine, modèle d'intégration), à l'identité de la France au sein de l'Union européenne, au port du voile islamique à l'école publique, etc. qui alimentent depuis une vingtaine d'années le débat politique français et que le FN contribue à amplifier. De plus, son rejet des clivages politiques et sociaux s'est développé dans un contexte où ils ont eu tendance à devenir effectivement flous pour les individus.

³⁹ H. Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Seuil, 1995.

⁴⁰ Terme conceptualisé dans un sens critique par P.-A. Taguieff et que Le Pen a repris à son compte. P.-A. Taguieff (dir.), *Le Retour du populisme, Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Universalis, 2004.

⁴¹ B.-R. Barber, *Djihad versus McWorld, Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996, p. 222.

Il faut convenir que le FN s'est adapté très adroitement au contexte de son époque, ce qui a contribué à rendre son discours légitime auprès d'un électorat précarisé qui ne se reconnaissait plus dans les partis ou instances politiques traditionnels. Ce qui a pu donner à cet électorat un sentiment d'abandon propre à favoriser un discours national populiste stigmatisant les élites et valorisant l'appartenance ethnique au détriment des identifications sociales et politiques. Le risque étant que cet ethno-nationalisme soit perçu comme l'ultime rempart face à une globalisation présentée comme une machine à déstructurer le lien social et accroître la pauvreté. Telle est la nouvelle problématique des partis progressistes attachés aux valeurs démocratiques : se donner les moyens de présenter à l'électorat déshérité des outils permettant une réflexion critique sur ces nouveaux défis politiques. En évitant de tomber dans le piège identitaire lepéniste en se faisant le défenseur d'une diversité culturelle exsangue de toute considération pluraliste, au sens arendtien du terme, c'est-à-dire transcendant les multiples appartenances ethno-religieuses.